

Véronique Favret
Stéphane Guastavino
Commissaires aux Comptes

SEINE ET MARNE ENVIRONNEMENT
18 Allée Gustave Prugnat
77250 MORET SUR LOING

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos au 31/12/2024

Aux Adhérents,

1 - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION SEINE ET MARNE ENVIRONNEMENT relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 - Fondement de l'opinion

2.1 - Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 - Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} octobre 2016 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



BSV Audit & associés

3 - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les appréciations les plus importantes relatives aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ses risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas d'appréciations significatives à communiquer dans notre rapport.

4 - Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux Adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

5 - Responsabilités des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la gouvernance d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la gouvernance d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

6 - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la gouvernance, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la gouvernance de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait le 7.05.2025

Le Commissaire aux comptes
BSV AUDIT ET ASSOCIES,
Représentée par Véronique FAVRET



COMPTES ANNUELS

**Bilan actif**


	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	21 286	21 070	216	957
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	199 667	190 008	9 659	12 425
Immobilisations corporelles en cours	266		266	266
Immobilisations financières				
Total I	221 219	211 078	10 142	13 648
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes	4 746		4 746	
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	574 208		574 208	571 028
Autres créances	222 539		222 539	58 820
Autres postes de l'actif circulant				
Valeurs mobilières de placement				80 273
Disponibilités	256 430		256 430	209 358
Charges constatés d'avance				988
Total II	1 057 923		1 057 923	920 468
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 279 142	211 078	1 068 064	934 116
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

certifié conforme

**Bilan passif**

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie	28 540	
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		445 640
Réserves pour projets de l'entité	523 264	4 812
Excédent ou déficit de l'exercice	106 806	101 352
Situation nette (sous-total)	658 610	551 804
Total I	658 610	551 804
FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	40 500	27 000
Provisions pour charges	22 239	19 885
Total III	62 739	46 885
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		3 587
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	44 168	43 759
Dettes fiscales et sociales	210 279	217 648
Autres dettes	87 268	70 433
Produits constatés d'avance	5 000	
Total IV	346 715	335 427
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 068 064	934 116


(1) Dont à plus d'un an (a)	
Dont à moins d'un an (a)	346 715
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	
(3) Dont emprunts participatifs	
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours	

 Certifié conforme



Compte de résultat


	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	100	
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens	30	
Ventes de prestations de services	30 204	
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	441 345	568 372
Contributions financières	108 800	
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	18 010	45 751
Autres produits	1 162 526	875 994
Total I	1 761 015	1 490 118
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	195 251	159 799
Impôts, taxes et versements assimilés	83 824	85 515
Salaires et traitements	960 832	919 794
Charges sociales	355 367	341 670
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	6 472	10 879
Dotations aux provisions	10 593	19 885
Autres charges	4 099	50
Total II	1 616 438	1 537 593
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	144 577	-47 475
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		1 786
Autres intérêts et produits assimilés	2 543	
Total III	2 543	1 786
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	2	22
Total IV	2	22
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	2 541	1 764

 Certifié en forme

**Compte de résultat**

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	147 118	-45 712
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	81 482	216 107
Sur opérations en capital		3 100
Total V	81 482	219 207
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	108 216	41 472
Sur opérations en capital		3 605
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	13 500	27 000
Total VI	121 716	72 077
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-40 234	147 130
Impôts sur les bénéfices (VIII)	78	66
Total des produits (I+III+V)	1 845 040	1 711 110
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 738 234	1 609 758
EXCEDENT OU DEFICIT	106 806	101 352

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Prestations en nature	27 500	27 500
Bénévolat	4 740	6 680
Total	32 240	34 180
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite de biens	27 500	27 500
Personnel bénévole	4 740	6 680
Total	32 240	34 180

 Certifié en forme

ANNEXE



Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : SEINE ET MARNE ENVIRONNEMENT (SEME)

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 1 068 064 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un excédent de 106 806 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Seine et Marne environnement a pour objet de contribuer à la mise en oeuvre de la transition écologique et énergétique de la Seine et Marne afin de préserver le climat et l'environnement dans toutes ses composantes.

Pour ce, elle utilise tous les moyens à sa disposition afin de sensibiliser, informer, conseiller et accompagner tous les publics de Seine et Marne (associations, collectivités, entreprises, grand public et scolaires). Agence environnementale du département de Seine et Marne, membre du groupement d'intérêt public d'ingénierie départementale ID77, elle fait partie du réseau des Agences Locales Energie Climat et contribue à son échelle en tant qu'agence départementale de la biodiversité et de la préservation de la ressource en eau.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.



Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 2 à 5 ans
- * Matériel de transport : 4 à 6 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants ont été comptabilisés intégralement sous la forme d'une provision.



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	21 286			21 286
Immobilisations incorporelles	21 286			21 286
– Terrains				
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d'autrui				
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
– Installations techniques, matériel et outillage industriels				
– Installations générales, agencements aménagements divers	32 658			32 658
– Matériel de transport	21 190			21 190
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	142 854	2 965		145 819
– Emballages récupérables et divers				
– Immobilisations corporelles en cours	266			266
– Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	196 969	2 965		199 934
– Participations évaluées par mise en équivalence				
– Autres participations				
– Autres titres immobilisés				
– Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	218 254	2 965		221 219



Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
<i>Ventilation des augmentations</i>				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		2 965		2 965
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		2 965		2 965
<i>Ventilation des diminutions</i>				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				

Amortissements des immobilisations



Notes sur le bilan

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	20 328	741		21 070
Immobilisations incorporelles	20 328	741		21 070
– Terrains				
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d'autrui				
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
– Installations techniques, matériel et outillage industriels				
– Installations générales, agencements aménagements divers	30 616	995		31 610
– Matériel de transport	19 613	789		20 402
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	134 049	3 947		137 996
– Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	184 278	5 731		190 008
ACTIF IMMOBILISE	204 606	6 472		211 078



Notes sur le bilan

Les opérations s'analysent comme suit :

	Immobilisations Incorporelles	Immobilisations Corporelles	Total
<i>Ventilation des dotations</i>			
Compléments liés à une réévaluation			
Eléments amortis selon mode linéaire	741	5 731	6 472
Eléments amortis selon autre mode			
Dotations exceptionnelles			
Dotations de l'exercice	741	5 731	6 472
<i>Ventilation des diminutions</i>			
Eléments transférés à l'actif circulant			
Eléments cédés			
Eléments mis hors service			
Diminutions de l'exercice			



Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 796 747 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<i>Créances de l'actif immobilisé :</i>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
<i>Créances de l'actif circulant :</i>			
Créances Clients et Comptes rattachés	574 208	574 208	
Autres	222 539	222 539	
Charges constatées d'avance			
Total	796 747	796 747	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients – factures à établir	390 893
Total	390 893



Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise			28 540		28 540
Fonds propres avec droit de repris					
Ecart de réévaluation					
Réserves	450 451	101 352		28 540	523 264
Report à Nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	101 352	-101 352	106 806		106 806
Situation nette	551 804		135 346	28 540	658 610
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat					
TOTAL	551 804		135 346	28 540	658 610

Provisions



Notes sur le bilan

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	27 000	13 500			40 500
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	19 885	10 593		8 239	22 239
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	46 885	24 093		8 239	62 739
<i>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</i>					
Exploitation		10 593		8 239	
Financières					
Exceptionnelles		13 500			

Provision pour litiges => 3 litiges prud'hommaux sur l'année 2024



Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 346 715 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine				
– à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	44 168	44 168		
Dettes fiscales et sociales	210 279	210 279		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	87 268	87 268		
Produits constatés d'avance	5 000	5 000		
Total	346 715	346 715		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	3 349			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs – fact. non parvenues	36 746
Dettes provis. pr congés à payer	72 154
Charges sociales s/congés à payer	36 176
URSSAF CAP	378
Charges à payer – FPC paritarisme	11 369
Clients – RRR à accorder	87 268
Total	244 091



Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	5 000		
Total	5 000		



Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires et ressources

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2024
Animations et autres prestations	30 204
Ventes de marchandises	30
Cotisations sans contrepartie	100
TOTAL	30 334

Charges et produits d'exploitation et financiers

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 6 744 euros

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation			441 345			441 345
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						441 345

Le total des subventions 2024 se compose de :

- Subvention aides apprentissage = 9 500 €
- Subvention département 77 = 350 000 €
- Subvention région Ile de France = 81 845 €



Notes sur le compte de résultat

Résultat financier

	31/12/2024	31/12/2023
Produits financiers de participation		1 786
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 543	
Reprises sur provisions et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	2 543	1 786
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	2	22
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	2	22
Résultat financier	2 541	1 764

Transferts de charges d'exploitation et financières

Nature	Exploitation	Financier
Transfert de charges d'exploitation		
79100000 – Transfert de charges d'exploitation	4 037	
79110000 – Rembt assurances sinistres	5 733	
	9 770	
Total	9 770	



Notes sur le compte de résultat

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	767	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	107 449	
Provisions pour risques et charges	13 500	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		81 482
TOTAL	121 716	81 482

Les autres charges et produits exceptionnels correspondent essentiellement à des régularisations d'avoirs et de factures sur les années antérieures pour les différents dispositifs et prestations de l'association.

L'impact sur les principaux dispositifs est le suivant :

- Animations : -2K€ d'avoir pour régularisation sur la période de 2021 à 2023,
- Conventions collectivisés entreprises : -2K€ => -18K€ d'avoir et 16K€ de facture pour régularisation sur la période de 2021 à 2023,
- Dispositif SARE : -16K€ => -77K€ d'avoir et 61K€ de facture pour régularisation sur la période 2021 à 2023,
- Adhésion collectivées : 4K€ de factures pour régularisation sur la période de 2023.



Autres informations

Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement n'ayant aucun lien direct prépondérant avec une situation existant à la clôture de l'exercice n'est survenu entre la date de clôture et la date d'établissement des comptes.

Effectif

Effectif moyen du personnel : 27,44 personnes dont 2,3 apprentis et 1,99 handicapés.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	2	1	3	3
Employés	12	13	25	24
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total	14	14	28	27

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 22 239 euros

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 22 239 euros
 - Part des engagements qui ont été contractés au profit de dirigeants : 1 710 euros
- La provision pour IDR a été calculée selon les hypothèses suivantes :
- Taux d'actualisation : 3.35%
 - Age de départ : 60-64 ans
 - Taux de charges patronales : 50%
 - Turn-over : moyen
 - Augmentation des salaires : +2%
 - Table de mortalité : INSEE 2024

Contributions volontaires

Valorisation des contributions volontaires en nature :

- Bénévolat :

Le bénévolat a fait l'objet d'une comptabilisation dans les comptes de l'exercice, il a été valorisé à 316h
16h lié pour de la manutention et logistique (aide aux déménagements de bureaux)



Autres informations

300h de support informatique (réparations d'ordinateurs, réglages et paramétrage).

Ces 316h sont valorisées selon le smic en vigueur, estimé à un coût chargé de 15€ / heures, soit un coût total estimé à 4740€.

- Mise à disposition gratuite de biens :

Une convention de mise à disposition de locaux a été signée le 5 septembre 2022 pour une durée de 6 ans renouvelable 1 fois par tacite reconduction.

Le département de Seine et Marne met à disposition gratuite de l'association des locaux de bureau d'une superficie totale de 349m² et 7 places de stationnement à l'extérieur du bâtiment.

La valeur locative annuelle de ces locaux est estimée à 27 500€ pour l'année 2022. Aucune revalorisation n'a été faite.